

**Question parlementaire nr. 1518 déposée par madame Katrin JADIN, Députée, à Monsieur Didier Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales.**

**QUESTION :**

**La délimitation des frontières entre le Kosovo et la Serbie.**

Début août 2018, le président du Kosovo, Hashim Thaci, a publiquement expliqué que des "corrections frontalières" pouvaient être envisagées dans le cadre "d'une solution pacifique avec la Serbie".

Cette idée avait jusqu'ici toujours été écartée par les autorités du Kosovo, pays à majorité albanophone, mais où vit également une importante minorité serbe. Même s'il s'est dit opposé à tout "échange de territoire", le président pourrait accepter de perdre des territoires contre le rattachement de la vallée de Presevo et des municipalités de Medveda et Bujanovac, des enclaves majoritairement albanophones en territoire serbe. Il a d'ailleurs proposé d'y organiser un référendum, "pour légitimer les souhaits des albanais qui y vivent".

Le président serbe, Aleksandar Vucic, lui a répondu le 9 août qu'il était, lui aussi, "en faveur d'une délimitation avec les albanais".

Le 13 août 2018, la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré être opposée à cette possibilité, en stipulant que "l'intégrité territoriale des États des Balkans est établie et inviolable". Les autorités britanniques ont aussi exprimé leur refus.

À cet égard, Pierre Mirel, ancien responsable des Balkans à la Commission européenne a affirmé que c'est un grand danger pour la région, et s'inquiète d'une potentielle escalade des mouvements pour redessiner les frontières sur des bases ethniques, ce qui pourrait contaminer des pays voisins comme la Macédoine, le Monténégro ou la Bosnie.

Or, finalement, selon la Commission européenne, Bruxelles devrait accepter un accord qui redessine les frontières pour régler le conflit entre Serbes et Albanais du Kosovo.

Johannes Hahn, commissaire chargé de la politique de voisinage, n'exclut pas la possibilité de redessiner les contours du Kosovo en considérant qu'"il s'agirait d'une solution bilatérale qui ne servirait pas de modèle dans d'autres situations" et que "les deux pays doivent régulariser leurs relations s'ils veulent entrer dans l'UE et si un accord est établi, il doit être respecté par tous les membres de l'Union".

Les États qui ne reconnaissent pas le nouveau pays, soit Chypre, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie et la Slovaquie, estiment qu'un changement des frontières créerait un précédent fâcheux.

Néanmoins, Hahn considère que c'est du devoir de l'Union de s'occuper des pays européens et de ne pas laisser cela à d'autres parties, ailleurs dans le monde. Une inquiétude qu'aurait également exprimée Aleksandar Vucic, qui ne veut pas qu'un possible accord entre Belgrade et Pristina puisse être influencé par d'autres pays.

La modification des frontières dans les Balkans est cependant considérée comme une boîte de Pandore qui pourrait raviver les tensions entre différentes ethnies. Ce serait, par exemple, dangereux pour la Macédoine, qui compte une importante

population albanaise, au sein de laquelle on trouve encore des défenseurs d'une "Grande Albanie".

1. L'idée d'un échange de territoires que semble soutenir la Commission européenne diverge considérablement avec la position exprimée par Angela Merkel quelques jours plus tôt. Ainsi, face à ces propos contradictoires, une position européenne harmonisée pourrait-elle tout de même se dégager? Cette position risque-t-elle de varier en fonction des différentes institutions qui composent l'Union européenne?

2. Peut-on sérieusement considérer la possibilité envisagée par les présidents serbes et kosovars? Que pourrait contenir un tel accord?

3. Quelles seraient les implications géopolitiques d'une telle reconfiguration des frontières?

4. Considérant la mise en oeuvre d'une telle solution, la crainte de voir d'autres États vouloir redessiner leurs frontières sur des bases ethniques, est-elle légitime?

#### **REPOSE:**

#### **ANTWOORD:**

1. Il n'existe pas à ce stade de position de l'Union européenne au sujet d'un éventuel échange de territoires entre la Serbie et le Kosovo. Une telle position serait d'ailleurs tout à fait prématurée dans la mesure où les négociations sont en cours et les modalités précises d'un accord ne sont pas connues. L'Honorable membre souligne toutefois à juste titre que l'idée d'un échange de territoire, évoquée publiquement par les Présidents Thaçi et Vucic, a amené plusieurs personnalités à exprimer leurs vues sur la question, parmi lesquelles le Commissaire Hahn et la Chancelière Merkel. Cette question a également fait l'objet d'un échange lors du Conseil Affaires étrangères informel, le

1. Er werd tot op heden geen standpunt bepaald binnen de Europese Unie aangaande een mogelijke uitwisseling van grondgebied tussen Servië en Kosovo. Dat zou ook voorbarig zijn, aangezien de onderhandelingen bezig zijn en de modaliteiten van een eventueel akkoord niet gekend zijn. Het geachte lid onderstreept geheel terecht dat de idee van een uitwisseling van grondgebied, zoals publiekelijk door de Presidenten Thaçi en Vucic werd aangehaald, aanleiding was voor verschillende personaliteiten zoals Europees Commissaris Hahn en Bondskanselier Merkel, om hun visie hierover te geven. De kwestie werd ook besproken tijdens de recente Informele Raad

Gymnich, fin août à Vienne. Elle a suscité une très grande prudence autour de la table, en particulier en raison du précédent que cela pourrait créer dans la région. J'ai pour ma part eu l'occasion de m'exprimer à ce sujet, rappelant qu'il revenait aux deux parties de trouver une solution qui leur convienne, sans interférence extérieure. J'ai toutefois indiqué être sceptique par rapport à un éventuel échange de territoire et dit qu'il valait mieux se concentrer sur la coexistence pacifique des peuples. J'ai également indiqué qu'une solution entre Belgrade et Pristina devrait également être acceptée au niveau régional, par l'Union européenne et au niveau des Nations Unies.

2. Vous demandez de plus amples informations sur le contenu de l'accord, ce dont je ne peux vous informer vu le caractère confidentiel des négociations. Il n'est pas exclu qu'un échange de territoire ou une correction plus modeste de la frontière fasse partie de l'accord final entre la Serbie et le Kosovo. Ce n'est toutefois pas une certitude. La Belgique attendra de connaître les modalités précises de l'accord final avant de se prononcer

Buitenlandse Zaken, de Gymnich, eind augustus in Wenen. De partners rond de tafel reageerden voorzichtig, vooral omwille van het precedent dat zou kunnen worden gecreëerd in de regio. Ook ik nam de gelegenheid te baat om mij hierover uit te spreken, en bracht daarbij in herinnering dat het aan de twee partijen in de onderhandeling is om tot een bevredigende oplossing te komen zonder inmenging van buitenaf. Tegelijk heb ik echter mijn scepticisme geuit over een landruil als oplossing, en benadrukt dat men zich bij voorkeur zou richten op het vreedzaam samenleven van de 2 bevolkingsgroepen. Ook stelde ik dat een akkoord tussen Belgrado en Pristina ook op regionaal niveau, door de Europese Unie en door de Verenigde Naties zal moeten worden aanvaard.

2. U vraagt meer informatie omtrent het akkoord, maar omwille van het vertrouwelijke karakter ervan kan ik u niet antwoorden. We kunnen niet uitsluiten dat een uitwisseling van grondgebied of een meer bescheiden grenscorrectie deel uitmaakt van het finale akkoord tussen Servië en Kosovo, maar dat is geen zekerheid. België zal de uiteindelijke modaliteiten van de overeenkomst afwachten alvorens zich uit te spreken.

définitivement.

3. 4. Les préoccupations exprimées au sujet de l'impact d'un échange de territoire entre la Serbie et le Kosovo sont tout à fait légitimes. Les Balkans sont en effet une région fragile. Partout en Europe, des Etats comptent d'importantes minorités. C'est pour cette raison que j'estime que l'accent doit être mis sur la coexistence pacifique entre les peuples, au travers de mécanismes efficaces de protection des minorités. Cette approche correspond aux valeurs que défend l'Union européenne, valeurs que les pays des Balkans occidentaux, qui aspirent à rejoindre l'Union européenne, doivent respecter.

**Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales.**

3. 4. De bezorgdheden die tot uiting worden gebracht over de impact van een uitwisseling van grondgebied tussen Servië en Kosovo zijn geheel legitiem. De Balkan blijft inderdaad een fragiele regio. Overal in Europa kennen staten belangrijke minderheden. Om die reden acht ik het wenselijk dat het accent eerder wordt gelegd op het vreedzame samenleven van volkeren via werkbare mechanismen ter bescherming van de minderheden. Deze benadering stemt overeen met de waarden waarop de Europese Unie is gestoeld, waarden die de landen van de Westelijke Balkan, die aspiraties hebben om toe te treden tot de Europese Unie, dienen te respecteren.

**De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, belast met Beliris en Federale Culturele Instellingen.**

**Didier Reynders**